Journal de la Nouvelle-Orléans

[illegible]

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI, 28 OCTOBRE 1879

CANDIDATURES

PARTI DEMOCRATE.

POUR GOUVERNEUR,
LOUIS A. WILTZ,
d'Orléans.

POUR LIEUTENANT-GOUVERNEUR,
A. D. McKERRY,
de Ouachita.

POUR AVOCAT-GÉNÉRAL,
J. C. EGAN,
de Claiborne.

POUR SECRÉTAIRE D'ÉTAT,
WILL A. STRONG,
de Winn.

POUR AUDITEUR,
ALLEN JUMEL,
d'Iberville.

POUR SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,
E. H. FAY,
d'Est-Féliciana.

L'ELECTION DE NEW-YORK.

UN DISCOURS DU SECRETAIRE MERRY.

Le secrétaire d'Etat Evarts a prononcé avant hier soir un long discours devant une nombreuse assemblée, au Cooper Institute, au sujet des prochaines élections dans l'Etat de New York. La haute réputation et la grande réputation de M. Evarts donnent à cette soirée une certaine solennité. On n'était pas seulement en présence d'un renommé par ses talents et son éloquence qui dominait dans l'arène diplomatique, c'était le gouvernement lui-même, représenté par un de ses membres les plus éminents, et venant jeter tout le poids de son influence dans la balance du suffrage universel.

On a déjà vu deux membres du cabinet, le président lui-même, passeurir et harangner l'Etat de l'Ohio pour soutenir la candidature du parti républicain, et le succès a répondu à leurs efforts. M. Evarts continue le même mouvement à New York, et la tâche est plus importante encore, car s'il importait de gagner dans l'Ohio, il est indispensable de vaincre à New York. Et l'opposition n'est pas que M. Cornell, ou M. Robinson, ou M. Kelly soit le prochain gouverneur de l'Etat cette année; mais la grande affaire c'est que de l'élection de l'un des trois dépendra vraisemblablement l'élection du président des Etats-Unis en 1880.

C'est sur ce pied, en effet, que M. Evarts a posé la question, et, bien certainement, sans détours, il s'est fait l'avocat de la candidature et de la personnalité de M. Cornell. Ce n'est pas la première fois que le président le moins populaire du moins populaire des présidents prend son siège. M. Cornell est plus populaire que le général Arthur, malgré à partir avec le gouvernement de M. Hayes. M. Cornell refusait de se conformer aux ordres du Président à propos de la fameuse *Réforme du Service Civil* dont il n'est plus question aujourd'hui; le Président l'invita à donner sa démission; M. Cornell s'y refusa, et finalement M. Hayes le révoqua, ce qui provoqua de la part de M. Cornell une lettre aussi peu révérencieuse que l'avait été son attitude antérieure. Il n'était guère possible alors de prévoir Finalement, dont nous sommes témoins aujourd'hui, entre M. Cornell, d'une part, et de l'autre, le Président et les membres de son cabinet.

Mais ce n'est pas tout, M. Cornell a toujours été un intimité, on pourrait dire en solidarité politique, avec le sénateur Conkling, le plus violent et le plus irréconciliable ennemi de M. Hayes. Envers qui son hostilité s'est traduite par des mots dépassant les bornes de la polémique permise; il a été jusqu'à dire qu'il pourrait "tourer le président d'infâme," ce qui a causé dans le temps très émotion extraordinaire. Mais il paraît que tout cela est oublié,—ou pardonné,—ou au moins mis à l'écart pour le moment. Le raisonnement politique et toutes les considérations personnelles sont subordonnées aux intérêts du parti. Les républicains naguère, et pendant longtemps divisés, sont aujourd'hui en présence de la lutte à soutenir. Que les démocrates ne suivent-ils cet exemple! Ils succomberont par la division, tandis qu'ils verront triompher leurs adversaires par l'union, bien que ceux-ci ne représentent que la minorité.

Au fond du discours de M. Evarts il n'y a rien de très nouveau, ni rien de très caractéristique; cependant il est rempli d'aperçus qui maintenant par l'imprévu de la pensée ou par le mordant de la forme. On connaît l'indépendance de M. Evarts, qui dit leur fait avec la même verdeur à ses amis et à ses ennemis, à ses alliés et à ses adversaires. Ainsi, tout en acceptant virtuellement l'association temporaire du parti républicain avec Tammany Hall pour l'œuvre spéciale de l'élection de M. Cornell, il semble qu'il ait hâte de en laver de ce contact, et il lance à l'adresse de cette intelligence une bordée de sarcasmes qui porte à plus loin. "M. Kelly, dit-il, est déterminé à maintenir les grands principes de la démocratie de l'Etat de New York.—A savoir que Tammany Hall est le bétin de la ville lui appartiennent. Et malheur à tout Démocrate qui tente de la mincer dans cette affirmation. Ils disent que "Tammany Hall régnera ou ruinera." Et encore: "Qu'on le laisse donner Tilden et il mourra en paix!"

Comment se fait-il que nous ayons dans le parti démocratique ces deux candidats pour le gouvernement de ce grand Etat. C'est une chose inouïe. Comment se fait-il que le grand parti démocratique,—ce grand parti du désintéressement qui est prêt à tout sacrifier pour sauver les libertés du peuple américain,—est si divisé? — Le voici. Une association d'hommes de loi, songeant à leurs intérêts, se sont plaints de trois fonctionnaires publics de la ville accusés de pratiquer des extorsions sur le peuple de la cité. L'un de ces fonctionnaires, le *County Clerk* Gumbleton, a été convaincu de délit, et a, en conséquence, été révoqué par le gouverneur Robinson. Dès lors c'est a été fait de son parti. En sorte que toutes les dissentions du parti démocratique se réduisant à ceci: la question Gumbleton."

Il serait impossible de faire plus finement et plus vraiment la satire de l'attitude prise par M. Kelly. La leçon est bonne à prendre pour les démocrates qui suivent pas aveuglément la bannière du *leader* de Tammany. Toute sa grande colère se réduit à une affaire de places, et c'est pour cela qu'il se craint pas de faire décimpaber les républicains en déchirant le parti démocratique.

A côté de cela, M. Evarts a des ironies malheureuses. Ainsi, faisant allusion à la candidature éventuelle de M. Tilden:

"Que se proposent les démocrates, dit-il? Ils ne se proposent même pas d'avoir un candidat qui puisse prétendre à la présidence l'an prochain. Le seul candidat qu'ils aient en vue n'a d'autre objet dans leur pensée que de prouver qu'il a été élu pour le dernier terme. Que pensez-vous d'un parti qui prétend enlever le suffrage d'un grand pays comme celui-ci sans programme plus vivant, plus progressif, plus vivifiant, plus éclatant que celui-ci? *La fraude ne se pardonne pas ici.*"

Mes regrettons cette phrase pour M. Evarts; elle prouve que le sens moral l'a chancelé. Non, la fraude ne se pardonne pas, une fraude aussi capitale que celle qui viole la constitution et enlève la première magistrature de la République au suffrage du peuple. C'est le crime grand et le plus important des crimes, le dernier que le peuple américain pardonnera, et le jour où il l'oublierait, il sera un grand pas dans la voie de l'asservissement.

Maintenant, il va sans dire que M. Evarts assaisonne les points marquants de son discours d'arguments épuisés, de lieux communs aussi poelés que les galets de la plage. Il reprend en sous-œuvre l'oppression des affranchis, le Sud solide, les libertés du Nord près d'être dévorées par la coalition du Sud avec les rebelles du Nord; et vaste, dans son langage coloré, les nuances détestées de la "chemise sanglante."

Puis il passe en revue les triomphes financiers de M. Sherman, le crédit rétabli par le ministère du parti républicain, les étapes monstres des infidélités qui ont enfin la prospérité remplacée sur toute la ligne—par la grâce de Dieu qui a inspiré donner à ce pays béni des ressources abondantes tandis qu'il a envoyé la famine à l'Europe. M. Evarts, naturellement, ne dit pas que ces bienfaits ne sont pas dus au parti démocrate, qui a déterminé à maintenir les grands principes de la démocratie de l'Etat de New York.—A savoir que Tammany Hall est le bétin de la ville lui appartiennent. Et malheur à tout Démocrate qui tente de la mincer dans cette affirmation. Ils disent que "Tammany Hall régnera ou ruinera." Et encore: "Qu'on le laisse donner Tilden et il mourra en paix!"

Comment se fait-il que nous ayons dans le parti démocratique ces deux candidats pour le gouvernement de ce grand Etat. C'est une chose inouïe. Comment se fait-il que le grand parti démocratique,—ce grand parti du désintéressement qui est prêt à tout sacrifier pour sauver les libertés du peuple américain,—est si divisé? — Le voici. Une association d'hommes de loi, songeant à leurs intérêts, se sont plaints de trois fonctionnaires publics de la ville accusés de pratiquer des extorsions sur le peuple de la cité. L'un de ces fonctionnaires, le *County Clerk* Gumbleton, a été convaincu de délit, et a, en conséquence, été révoqué par le gouverneur Robinson. Dès lors c'en a été fait de son parti. En sorte que toutes les dissentions du parti démocratique se réduisant à ceci: la question Gumbleton."

Il serait impossible de faire plus finement et plus vraiment la satire de l'attitude prise par M. Kelly. La leçon est bonne à prendre pour les démocrates qui suivent pas aveuglément la bannière du *leader* de Tammany. Toute sa grande colère se réduit à une affaire de places, et c'est pour cela qu'il se craint pas de faire décimpaber les républicains en déchirant le parti démocratique.

A côté de cela, M. Evarts a des ironies malheureuses. Ainsi, faisant allusion à la candidature éventuelle de M. Tilden:

"Que se proposent les démocrates, dit-il? Ils ne se proposent même pas d'avoir un candidat qui puisse prétendre à la présidence l'an prochain. Le seul candidat qu'ils aient en vue n'a d'autre objet dans leur pensée que de prouver qu'il a été élu pour le dernier terme. Que pensez-vous d'un parti qui prétend enlever le suffrage d'un grand pays comme celui-ci sans programme plus vivant, plus progressif, plus vivifiant, plus éclatant que celui-ci? *La fraude ne se pardonne pas ici.*"

Nous